

## **Pour un parti anticapitaliste révolutionnaire, prolétarien et indépendant**

Après les effondrements des régimes soi-disant socialistes ou communistes, qu'ils se soient réclamés du stalinisme, du maoïsme ou du nationalisme, le capitalisme a encore accru son emprise sur l'ensemble de la planète. Résultats : les inégalités sociales ont augmenté dans des proportions effarantes entre la minorité des possédants et la majorité de ceux qui n'ont d'autre moyen de vivre ou de survivre que leur travail, quand ils en ont, et ce tout aussi bien en France, pays riche, que dans les parties pauvres du monde ; la volonté des Etats impérialistes d'imposer leur domination par tous les moyens a multiplié les guerres, qu'elles soient menées ouvertement par les armées occidentales ou par mercenaires interposés ; le pillage sans scrupule ni retenue des ressources naturelles par les multinationales s'est amplifié et le contraste est de plus en plus frappant entre les progrès scientifiques et technologiques et l'expansion de la pauvreté et même de la famine.

Cette conférence des 28 et 29 juin se tient au moment même où une « crise alimentaire », dernière née d'une succession de crises de toutes sortes, aggrave le sentiment d'insécurité et de menaces sur les conditions de vie, voire la vie même.

Des émeutes de la faim inaugurant l'histoire de ce 21<sup>ème</sup> siècle ! S'il est donc bien une nécessité qui ne se discute pas, c'est celle de bâtir, comme l'a proposé la LCR, un parti qui regrouperait celles et ceux qui entendent combattre le capitalisme et pas seulement tel ou tel de ses méfaits, quelle que soit leur filiation politique, socialiste, communiste, écologiste, féministe, altermondialiste ou autre, ou quelle que soit l'expérience sociale ou politique qui les a amenés à cette conscience.

### **Un parti révolutionnaire**

La société a connu bien des réformes et le capitalisme bien des transformations. Ni l'une ni l'autre ne ressemblent à ce qu'ils étaient il y a deux siècles, ou même un demi-siècle, comme le soulignent les défenseurs de l'ordre actuel, de gauche comme de droite. Pourtant les menaces que ce capitalisme fait peser, les dangers qu'il fait courir et les maux qu'il inflige sont toujours là. Ils se sont même aggravés de façon flagrante. On n'y mettra pas fin sans mettre fin au pouvoir de la classe capitaliste incarné par l'Etat qui la représente et la protège, tant le pouvoir économique et le pouvoir politique sont inextricablement liés, et il est vain d'espérer renverser l'un sans renverser l'autre.

Le vieux débat entre réforme et révolution ne date pas d'hier, mais justement parce qu'il est ancien, il a dépassé le stade du débat intellectuel pour être tranché par l'histoire. Un parti anticapitaliste ne peut se contenter d'être un parti protestataire ou contestataire, ou même simplement le parti des luttes. Il doit être le parti des luttes, bien entendu. Mais il doit aussi et surtout proposer un objectif commun à ces luttes.

Aujourd'hui même, alors que gouvernement et patronat multiplient les attaques sur tous les plans et contre toutes les catégories populaires, et que les ripostes sont émiettées et sans lien entre elles, le soutien aux luttes ne suffit pas. Il faut viser, aider et contribuer à leur convergence, seule garantie de leur efficacité, comme le prouve a contrario le fait que cet éparpillement de protestations, grèves, manifestations et combats de toutes sortes n'a obtenu aucune des revendications essentielles immédiates (pouvoir d'achat, retraites, sécurité sociale, emplois, logement, pollution, etc...). Cette convergence des luttes sera donc encore plus nécessaire pour mettre définitivement fin à la paupérisation de toute une partie de l'humanité et l'effroyable gâchis créé en France comme dans le monde par le capitalisme, gâchis et injustice sociale qui ne peuvent qu'empirer tant que celui-là subsistera et que les institutions qui le garantissent et le perpétuent ne seront pas abattues.

### **Un parti de classe**

Ce n'est évidemment pas un parti révolutionnaire à lui seul, fût-il un jour infiniment plus large et plus puissant que pourrait être dans l'immédiat le NPA si le projet prend forme, qui peut abattre le pouvoir capitaliste actuel.

Seul le pouvoir des classes non-possédantes peut s'opposer, renverser et remplacer celui des classes possédantes. Seul il peut contrôler et gérer l'économie et reconstruire une société sur d'autres bases, collectivistes, socialistes, communistes, mais aussi écologistes ou féministes, à plus forte raison imposer une autre mondialisation. Seul d'ailleurs il peut être un pouvoir réellement démocratique puisque ces non-possédants sont aussi la grosse majorité de la population : les travailleurs, qu'ils soient manuels ou intellectuels, « cols bleus », « cols blancs » ou sans col et... sans travail, employés dans les services ou dans l'industrie, bref le prolétariat d'aujourd'hui.

Un parti anticapitaliste ne peut qu'être un parti de cette classe et un représentant de ses intérêts, même s'ils se confondent à long terme avec les intérêts de l'humanité toute entière.

## **Un parti indépendant**

Un parti anticapitaliste aura pour politique d'aider chaque lutte à aller jusqu'au bout de ses possibilités, sans considération des intérêts des classes dirigeantes évidemment, mais aussi sans considération des intérêts d'appareils politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Indépendant donc du PS, depuis si longtemps au service de l'ordre capitaliste, en particulier chaque fois qu'il a été au gouvernement. Indépendamment aussi des autres partis de gauche, qui ne sont d'ailleurs guère plus maintenant que des appendices du PS en ayant accompagné et soutenu celui-ci dans toutes les expériences gouvernementales de ces dernières décennies, tout en se déclarant prêts à recommencer à la première occasion. Mais indépendant également des bureaucraties syndicales qui, elles aussi, ont trop souvent été des entraves plutôt que des soutiens aux luttes, en particulier celles que les salariés ont menées sur les lieux de travail, dans les entreprises.

La lutte de classe se mène sur tous les terrains et tous les sujets sociaux. Mais le plus important, le plus décisif aussi, comme l'ont prouvé des périodes d'intenses affrontements sociaux comme Mai 68 ou Juin 36, est bien celui où s'opposent directement salariés d'un côté, patrons et capitalistes de l'autre. Or c'est sur celui-là que les bureaucraties syndicales ont été en première ligne pour limiter, dévoyer ou même trahir les luttes ou encore pour étouffer la démocratie ouvrière en s'opposant aux formes d'organisation qui permettent aux travailleurs de contrôler leur mouvement. On a vu, toutes ces dernières années, l'opposition de tous les appareils syndicaux, quasi viscérale et aussi agressive la plupart du temps que celle des appareils politiques, aux coordinations ou autres comités de grève élus par les grévistes eux-mêmes.

Le problème n'est donc pas l'indépendance des syndicats. De toute façon on ne voit pas, dans les circonstances actuelles, comment un parti anticapitaliste et révolutionnaire, minoritaire, dans l'opposition et mettant l'accent sur l'organisation démocratique des travailleurs dans les mouvements sociaux, pourrait attenter à cette indépendance, pas plus qu'à celle des associations d'ailleurs. C'est au contraire l'indépendance du parti par rapport aux bureaucraties syndicales dont nous avons besoin. Et de son droit comme sa volonté d'intervenir sur tous les terrains et dans toutes les luttes, y compris celles qui se mènent sur les lieux de travail, pour proposer sa politique. Cette politique ne doit être ni d'imposer un quelconque monopole ni d'accepter a priori celui des appareils. Elle recherche l'alliance de tous les militants ou organisations dans la lutte, y compris de la gauche ou des syndicats, mais elle refuse de se lier ou de se soumettre par avance, libre de s'opposer quand ceux-là tournent de dos à la lutte ou aux intérêts des travailleurs.

Pour affirmer ces orientations nous proposons que le parti anticapitaliste s'affiche clairement comme un parti de classe, celui du monde du travail, et un parti révolutionnaire. Et pour une organisation politique, il n'y a d'affirmation claire que si elle apparaît et dans son programme et dans son sigle.

Le 12 juin 2008

La Fraction L'Étincelle de Lutte Ouvrière